

FIDJI

***L'avenir incertain de la justice et des
droits fondamentaux***

Index AI : ASA 18/007/00

FLASH

<http://www.amnesty.org>

« La situation des droits fondamentaux à Fidji et l'intégrité du système judiciaire sont toujours exposées à de nouvelles atteintes », a déclaré aujourd'hui (jeudi 13 juillet 2000) Amnesty International à l'occasion de la libération de certains otages du Parlement.

« L'amnistie de grande ampleur promise à toute personne liée au putsch a déjà favorisé le développement d'une anarchie généralisée et cela ne présage rien de bon pour l'avenir de la justice et des droits fondamentaux à Fidji, a poursuivi Amnesty International.

« L'impunité dont jouiront toutes les personnes ayant commis des délits à caractère politique n'est pas le remède qui conduira à la réconciliation. L'expérience montre que la paix ne dure jamais en l'absence de justice et que la justice n'est rien sans le respect des droits fondamentaux de toute personne. »

Amnesty International est particulièrement préoccupée par les tentatives de réinterprétation des normes relatives aux droits humains de la part des partisans des putschistes, qui laissent entendre que les droits des groupes ethniques et indigènes pourraient l'emporter sur les principes fondamentaux relatifs aux droits humains reconnus par la communauté internationale dans son ensemble.

« Nous demandons instamment aux autorités responsables de l'avenir politique des îles Fidji de respecter le principe de base selon lequel les droits humains s'appliquent de la même manière pour de tous, a déclaré Amnesty International. Le recours à la violence et aux prises d'otages n'est pas un moyen acceptable pour parvenir à instaurer l'égalité dans la jouissance des droits fondamentaux. »

L'Organisation a demandé aux membres de la communauté internationale de continuer à surveiller attentivement l'évolution de la situation à Fidji et de déterminer leur attitude conformément aux normes et principes internationaux. ?

Pour obtenir de plus amples informations ou organiser une interview, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 207 413 5566, ou consulter notre site web :